

Questions orales

Le ministre pourrait-il me dire ce qu'a fait le gouvernement canadien pour faire clairement comprendre aux Américains qu'il ne se pliera pas à cette demande, qu'il n'acceptera pas le libre-échange pour ce qui est des billes?

• (1130)

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, nous avons soumis au GATT les trois questions qui nous opposent aux Américains dans ce dossier.

Nous avons vigoureusement protesté contre l'imposition de droits compensateurs et ce, en collaboration avec les provinces et l'industrie en ce qui a trait au contrôle des exportations de billes.

Au sujet de la subvention sur laquelle se fondent les droits compensateurs, nous avons fermement fait remarquer à l'administration américaine, que le contrôle des exportations de billes n'a jamais été mentionné, ni en 1983, ni en 1986 comme une subvention donnant lieu à des droits compensateurs. C'est un argument tout récent. À notre avis, et nous leur avons fait remarquer cela, tout ce qu'ils voulaient, semble-t-il, c'était arriver à leurs fins et cela, par n'importe quel moyen.

Le plus ridicule dans la position des Américains, c'est qu'ils ont eux-mêmes des contrôles à l'exportation des billes. Nous leur avons d'ailleurs signalé la contradiction entre leurs deux positions.

Le chef du Nouveau Parti démocratique peut être tranquille. Nous défendons notre position de toute notre force.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Madame la Présidente, le ministre a parfaitement raison lorsqu'il déclare que le gouvernement fédéral américain a établi sa propre interdiction à l'égard de l'exportation de billes non transformées, mais il semble clair que par le truchement de l'industrie et par le truchement des mesures prises par le gouvernement Bush à l'égard du bois d'oeuvre, les États-Unis tentent d'utiliser comme argument le fait que certaines provinces aient interdit l'exportation de billes non transformées pour déclarer qu'il s'agit d'une forme de subventions.

Je suis heureuse de constater que le ministre a l'intention de combattre énergiquement ces mesures car la question est grave. Elle concerne des emplois canadiens

et la souveraineté canadienne. Les Américains protègent la souveraineté américaine et les emplois américains.

Le ministre dit qu'il défend les Canadiens dans ce domaine, mais qu'est-il prêt à faire pour veiller à ce que la position du Canada soit présentée avec suffisamment de vigueur au nom des Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, je ne comprends pas la question. Je viens justement d'énoncer les mesures que nous avons prises; si ma collègue veut faire des suggestions à la suite du voyage de ses collègues à Washington, nous serons heureux d'entendre ses propositions.

Nous sommes intervenus aux négociations du GATT contre les droits compensateurs imposés par les États-Unis.

Nous avons entrepris une campagne de promotion aux États-Unis pour nous assurer que les Américains comprennent bien les conséquences de ce droit compensateur, c'est-à-dire une augmentation du prix du bois de construction et une augmentation du prix des maisons à un moment où ils tentent de relancer leur économie.

À Atlanta il y a quelques semaines, j'ai déclaré à ce sujet que les Américains se tiraient dans le pied en appliquant ces mesures.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Madame la Présidente, le ministre sait très bien que, tant du côté du gouvernement que du côté de l'industrie américaine, on estime que l'objectif final est l'exportation de grandes quantités de billes canadiennes non transformées.

Ces deux groupes ont fait savoir très clairement à notre délégation que même si le Canada sortait gagnant cette fois de ce différend, ils recommenceraient leur harcèlement dans deux ans, parce que c'est cela leur objectif final.

La question qui se pose ici est celle de savoir si nous pouvons être maîtres de notre économie afin de bâtir l'industrie secondaire comme il se doit. Le gouvernement doit absolument assurer à tous les Canadiens que nous n'allons pas exporter nos emplois et que nous allons établir une stratégie économique pour garantir nos emplois et notre industrie secondaire.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, j'apprécie le soutien que la députée apporte aux positions que nous défendons.